



Renaissance Numérique émet huit prérequis pour le futur dispositif d'identité numérique

Alors que la mission relative à la mise en place de solutions d'identité numérique en France, conduite par Valérie Peneau, a rendu ses recommandations le 19 décembre dernier, le think tank Renaissance Numérique interroge dans sa dernière note, "Identité numérique : Passer à une logique citoyenne", sa pertinence pour les citoyens. Le think tank porte huit conditions pour la mise en œuvre de cette future politique publique.

Remettre le citoyen au cœur du débat

Alors que l'État soutient l'ambition d'une dématérialisation à 100 % des services publics à horizon 2022, l'avènement d'un parcours d'identité numérique sécurisé est perçu comme un levier de cette transformation. Éclipsée par les débats techniques et juridiques, la prise en compte des attentes des citoyens conditionne pourtant le futur succès de ce dispositif. Dans un contexte de fracture importante, sociale, territoriale, numérique, Renaissance Numérique alerte sur le risque que cette politique, qui vise l'amélioration des services publics, ne résulte en l'ajout de nouveaux irritants.

La promesse d'une relation facilitée avec nos institutions ?

La généralisation de l'identité numérique est l'opportunité de penser la société autour de nouveaux écosystèmes de proximité hybrides, à la fois physiques et en ligne. Elle adresse dans un premier temps des enjeux de simplification et de dématérialisation des démarches administratives du quotidien (accès au

dossier médical partagé, inscription sur les listes électorales, plaintes, etc.). À terme, elle pourrait générer de nouveaux usages qui participeraient à redynamiser la vie publique, en capitalisant sur la confiance acquise dans son utilisation à l'instar des démarches de concertation. Elle pourrait également constituer un relai fiable à l'authentification en ligne auprès de l'ensemble des acteurs publics, privés et marchands, qui s'appuient sur une identification sécurisée pour leurs transactions (transports, e-commerce, etc.). Pour cela, son attribution doit être souple et s'inscrire dans le parcours du citoyen, pour lequel il existe des moments clés d'identification (Journée défense et citoyenneté, inscription sur les listes électorales, etc.).

Les données d'identité numérique : une valeur à maîtriser

La confiance et l'appropriation du dispositif d'identité numérique passera par la compréhension de la valeur générée par les flux de données qui en sont issues, pour le citoyen et l'État. Leur cadre juridique qui relève des données à caractère personnel invite à les gérer avec frugalité. La maîtrise des données d'identité numérique par les citoyens doit être appréhendée au-delà même de leur sécurisation, dans la conception d'outils d'appropriation. S'ils le souhaitent, les citoyens devront pouvoir partager leurs données anonymisées, dans une logique contributive pour l'amélioration des politiques publiques.

À propos de Renaissance Numérique

Renaissance Numérique est le principal think tank français indépendant dédié aux enjeux de transformation numérique de la société. Réunissant des universitaires, des associations, des grandes entreprises, des start-ups et une école, il vise à élaborer des propositions opérationnelles pour accompagner les acteurs publics, les citoyens et les acteurs économiques dans la promotion d'une société numérique inclusive.

CONTACT PRESSE

Jennyfer Chrétien, Déléguée générale de Renaissance Numérique

Mail : j.chretien@renaissancenumerique.org – Tél. : 06 82 15 47 02